



Documents constituant le contrat de construction

Le présent contrat de construction de maison individuelle contient les pièces suivantes :

- Les plans
- La notice descriptive technique
- Les conditions particulières du contrat
- Les conditions générales du contrat
- L'annexe NF Habitat



APS

APD

PC

Projet de construction de: OC 86 C

Dossier ref:

Adresse du projet :
Lieu dit :

Commune:

Code postal:

Cadastre:

Lot:

Superficie :

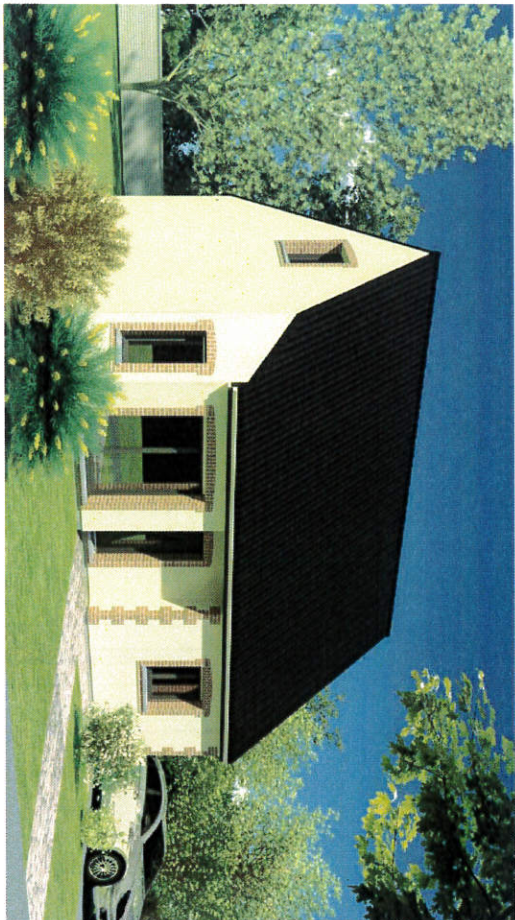
Type de modèle : OC 86 C

-- SURFACE PLANCHER TOTALE et TAXABLE --

Surface plancher	Surface taxable
REZ DE CHAUSSEE	62,16 m²
ETAGE	27,76 m²
	89,92 m²

-- EMPRISE AU SOL --

Emprise au sol 74,46 m²



-- SURFACE HABITABLE multi niveaux CA --

PIECES	Surface habitable
REZ DE CHAUSSEE	
Espace jour	37,27 m²
Chambre 1	9,63 m²
Dege	2,15 m²
Bains	4,37 m²
WC	1,16 m²
Local Tech	4,25 m²
REZ DE CHAUSSEE	58,83 m²

-- SURFACE VITREE 1/6 SH CA --

PIECES	Surface habitable	1/6
REZ DE CHAUSSEE		
Espace jour	37,27 m²	6,21
Chambre 1	9,63 m²	1,60
Dege	2,15 m²	0,36
Bains	4,37 m²	0,73
WC	1,16 m²	0,19
Local Tech	4,25 m²	0,71
REZ DE CHAUSSEE	58,83 m²	9,80

ETAGE

Chambre 2	12,87 m²
Chambre 3	9,97 m²
Dege 1	2,95 m²
WC 1	1,24 m²
ETAGE	27,08 m²
Grand total	85,85 m²

ETAGE

Chambre 2	12,87 m²	2,14
Chambre 3	9,97 m²	1,66
Dege 1	2,95 m²	0,49
WC 1	1,24 m²	0,21
ETAGE	27,08 m²	4,50
Grand total	85,85 m²	14,31

Surface vitrée totale

16,83 m²

Visa de l'auteur

Visa client

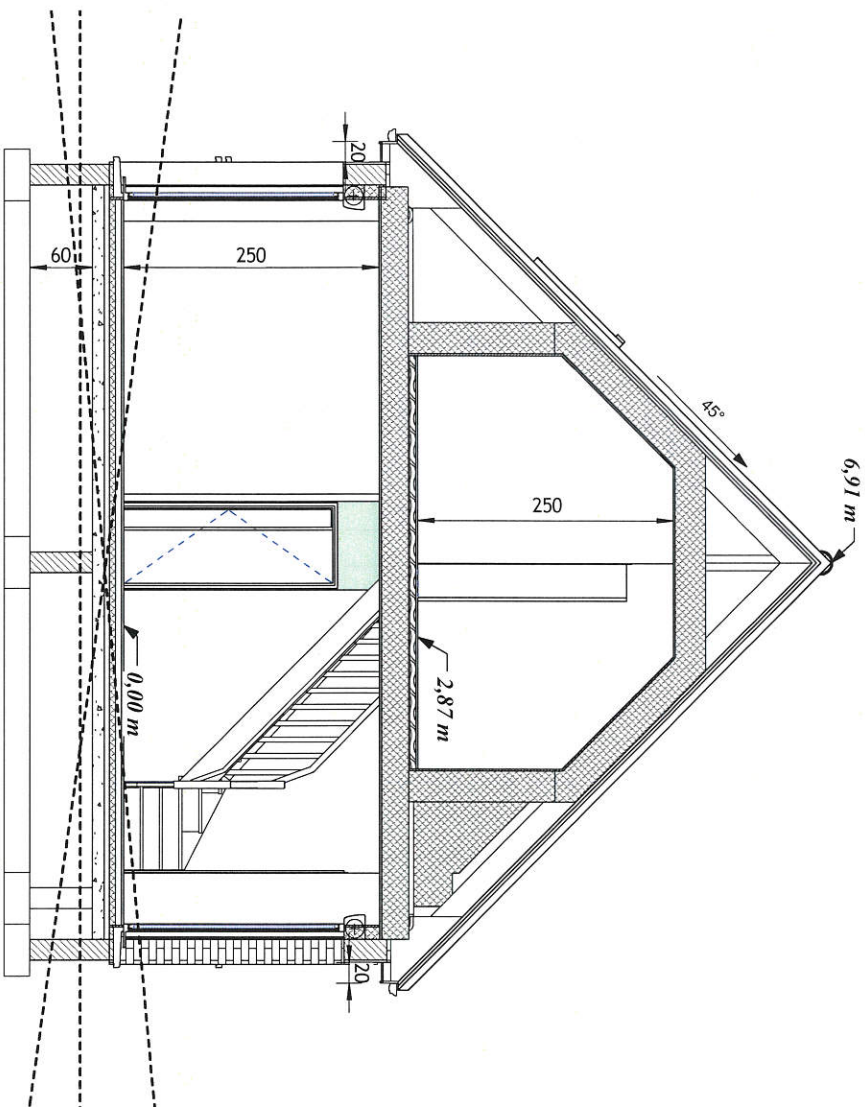
DESSINE PAR :

N°


Description

Date

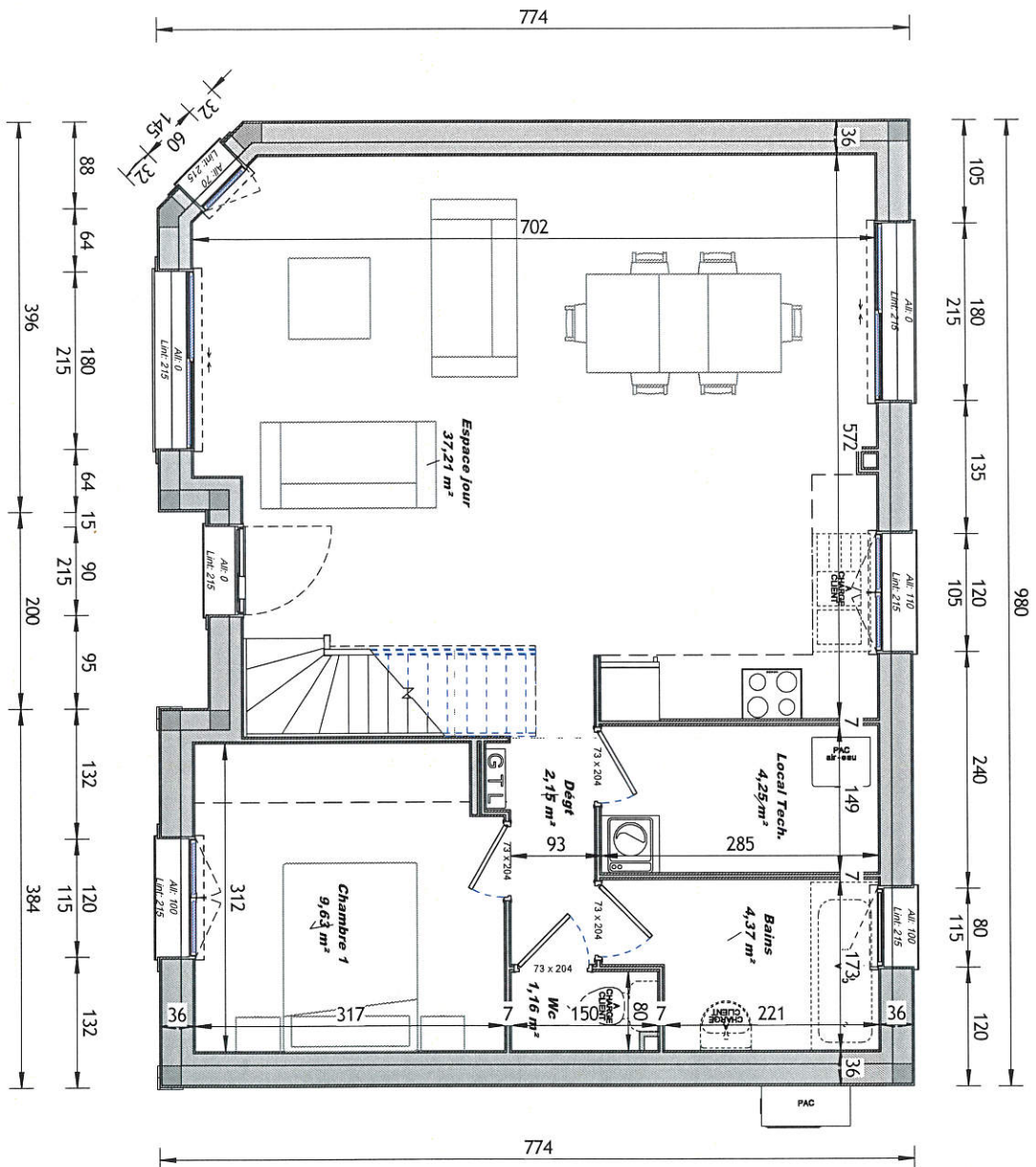
Le constructeur concède en toute hypothèse ses droits et notamment l'entière propriété de ses plans - études - avant-projets avec l'exclusivité des droits de reproduction. Conformément aux lois du 11 MARS 1957 et du 3 JUILLET 1985, Le Maître d'ouvrage s'interdit d'utiliser à titre personnel ces plans - études et avant-projets ou de les céder à des tiers onéreux ou gratuits pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord du constructeur. A défaut le constructeur pourra réclamer à titre d'indemnité une somme équivalente à 15% du montant du marché.



NB : Le seuil de la porte d'entrée sera positionné à +0,40 du terrain naturel.

	Dossier : OC 86 C COUPE AA Echelle : 1 : 50 Numéro de feuille APD5	Date : 04/11/16 APD client	Bon pour accord constructeur
--	---	----------------------------------	---------------------------------

G.R.



Dossier: OC 86 C

PLAN RIZ-DE CHAUSSEE

Echelle: 1 : 50

Numéro de feuille

APD2'

APD

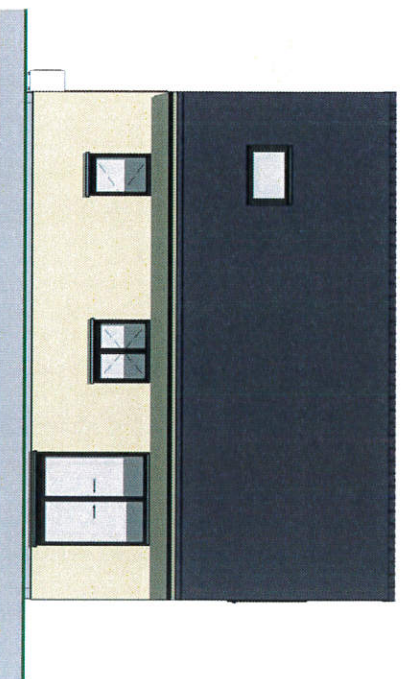
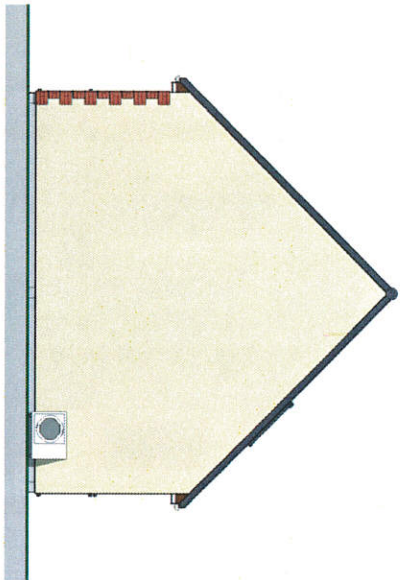
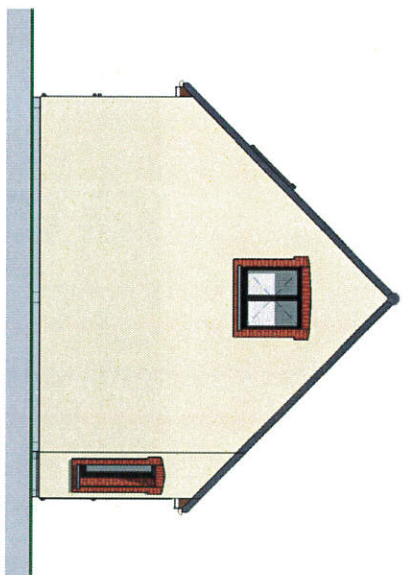
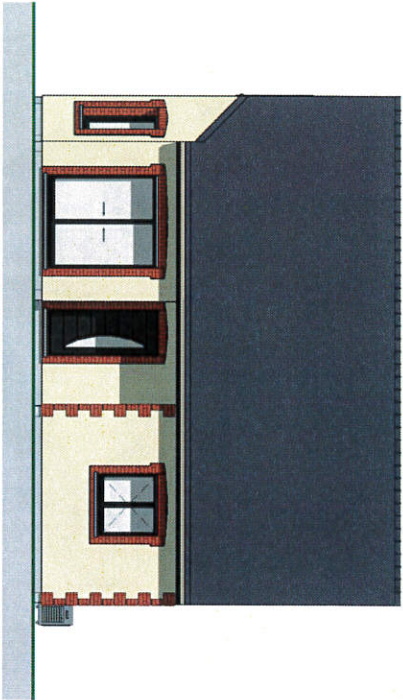
Date: 04/11/16

Bon pour accord

client

constructeur





6. A.



Dossier : OC 86 C

APD

Bon pour accord

ELEVATIONS

Echelle :

1 : 100

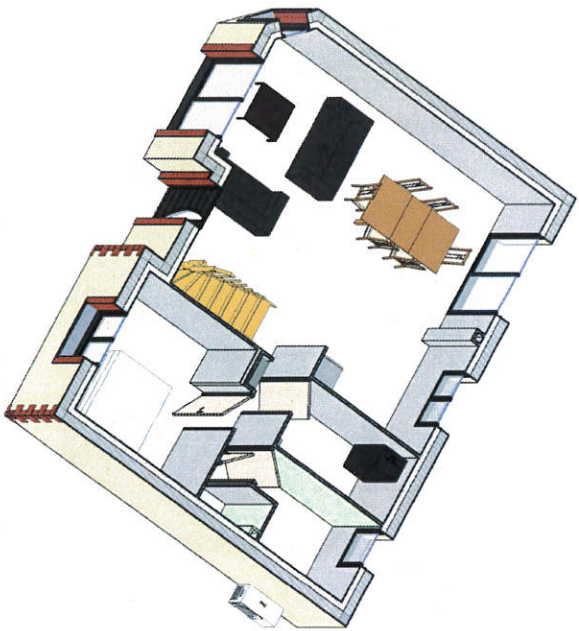
Numéro de feuille

APD3

Date : 04/11/16

client

constructeur



G
R.



Dossier : OC 86 C

PERSPECTIVES

Echelle :

1 : 1

Numéro de feuille

APD4

APD

Date : 04/11/16

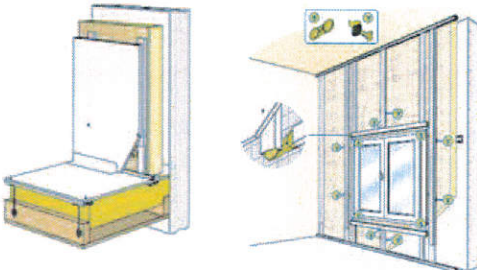
Bon pour accord

client

constructeur

N°	Descriptif	<p>PREAMBULE :</p> <p>Chaque modèle de la gamme Optimum Concept a fait l'objet d'études spécifiques. La conception des modèles et les prestations retenues garantissent un rapport qualité prix optimal.</p> <p>Aucune modification des plans n'est admise.</p> <p>Précisions concernant la zone de construction :</p> <p>Risque sismique : le projet de construction est en Zone 1 (ex Zone 0) suivant nouveau zonage sismique publié JO du 24 octobre 2010. Aucune prescription parasismique n'est demandée dans cette zone.</p> <p>Isolément acoustique du projet : Dans le cas d'une obligation de renforcement de l'isolation acoustique vis-à-vis des bruits extérieurs, les dispositions prises figurent en fin de notice descriptive.</p> <p>I - CONTRAT AVEC FOURNITURE DE PLAN</p> <p>La présente notice descriptive, visée à l'article R. 231-4 du code de la construction et de l'habitation, comporte la description, les caractéristiques techniques, l'immobilier conforme au plan proposé et celles des travaux d'adaptation au sol, des raccordements aux réseaux divers ainsi que des équipements intérieurs et extérieurs indispensables à l'implantation et à l'utilisation de cet immeuble.</p> <p>Elle mentionne le coût total du bâtiment à construire, qui est égal à la somme du prix convenu au contrat et, s'il y a lieu, du coût des travaux dont le maître de l'ouvrage se réserve l'exécution. La distinction est donc faite entre les éléments compris dans le prix convenu et les éléments non compris dans le prix pour ces derniers le coût est précisé dans la colonne correspondante.</p> <p>Aucun des ouvrages ou fournitures mentionnés dans la notice descriptive ne peut être omis : s'ils ne sont pas compris dans le prix convenu, ils doivent faire l'objet d'une précision de leur coût dans la colonne correspondante.</p> <p>Si le contrat prévoit des ouvrages ou des fournitures qui ne figurent pas dans la notice, ils doivent faire l'objet d'une annexe à la notice descriptive et leur coût doit y figurer.</p> <p>Les annexes paraphées par les deux cocontractants doit comporter, avec la même précision que celle de la notice, la description de ces ouvrages ou fournitures ainsi que leur coût (par exemple : isolation acoustique supérieure aux valeurs réglementaires, éléments d'équipement de salle d'eau, balcon, clôture, aménagement d'espace vert, etc.).</p> <p>Avant le démarrage du chantier, le Maître de l'ouvrage doit obligatoirement abattre les arbres sur l'emprise de la construction augmentée de 4 ml.</p> <p>Si le constructeur doit effectuer cette opération, le montant de cette intervention sera facturé au Maître d'Ouvrage.</p> <p>Les marques et types de fournitures sont cités à titre indicatif, le constructeur peut être amené à employer des matériaux et équipements de qualité similaire selon la disponibilité et l'évolution des produits, et ce tout en assurant les mêmes garanties.</p> <p>Cas du terrain sur un lotissement : Lorsque la voie de desserte n'est pas achevée, les lots n'étant pas encore bons, la nature et la hauteur de l'adaptation au sol retenues au projet sont à considérer comme estimatives. Les parties convenient qu'une adaptation au sol modifiée puisse être envisagée.</p> <p>NB : L'ensemble des documents plans, notice descriptive, contrat de construction demeurent en toutes circonstances la propriété du constructeur. Aucune diffusion ou utilisation n'est autorisée sans l'accord préalable du constructeur.</p> <p>Chaque modèle a fait l'objet d'une étude béton armée.</p> <p>Fournisseurs d'énergie :</p> <p>Les détails d'intervention des fournisseurs d'énergie pouvant être long, il est conseillé au maître de l'ouvrage de contacter un fournisseur d'énergie de son choix, plusieurs mois avant la date probable de réception du chantier.</p>	<p>Compris</p> <p>Non</p> <p>Dans le prix convenu</p> <p>Coût non Compris</p> <p>Coût dans le prix convenu</p>	Ouvrages et fournitures
----	------------	--	--	-------------------------

N°	Descriptif	Compris	Non compris	Dans le prix convenu	Ouvrages et fournitures	Coût non compris dans le prix convenu
1	IMPLANTATION		X		Implantation de la maison conformément au plan de masse du permis de construire.	
1	INFRASTRUCTURE					
1.1	Terrassement					
1.1.1	Terrassements Généraux					
1.1.1.0	Volume principal sur Vide Sanitaire: Terrassement sur l'emprise de la construction : Profondeur selon cotes altimétriques précises au permis de construire.	X				
1.1.1.2	Fouilles					
1.1.1.2.1	Fouilles en rigole pour semelles de fondation renforcées y compris mise hors gel. Moy : Prof : 0,25 m, Larg : 0,40 m. Semelle : 0,25 m.	X				
1.1.1.2.2	Les terres provenant des terrassements seront mises en dépôt à proximité immédiate de la construction sans reprise de celle-ci.	X				
1.1.1.2.3	Evacuation à la décharge publique des terres provenant des fouilles et du décapage.	X				
1.1.1.2.4	Remblaiement périmétrique au besoin par réemploi de terre provenant du terrassement.	X				
1.1.2	Fondations					
1.1.2.1	Semelles filantes en béton armé conforme à la Norme NF EN 206-1 sur les bétons. Armatures minimum de type ELS 35-15	X				
1.2	VIDE SANITAIRE					
1.2.0	Précision : la hauteur utile du Vide sanitaire est d'environ : 0,50 m (sous face hourdis / haut fondation)	X				
1.2.1	Aucune trappe d'accès au vide sanitaire n'est prévue. Lorsqu'à la demande du maître de l'ouvrage une réservation d'accès est néanmoins réalisée. Le maître de l'ouvrage fera son affaire de l'obtention de l'accès réalisé.					
1.2.1.1	Murs et refends en parpaings creux de 0,20 m d'épaisseur hourdés au mortier de ciment. Poteaux et poutres en béton armés. Hauteur prévue des murs: 0,60 m. environ	X				
1.2.1.3	Etanchéité horizontale assurée au niveau de l'arase supérieure du mur au moyen de matériaux adaptés.	X				
1.2.3.5	Ventilation par ouvertures de dimensions adaptées et incorporées à la maçonnerie	X				
1.2.4.6	Pompe de relevage électrique d'eau pluviale de type Flygt ou similaire, de puissance adaptée, de conception plastique, mise en marche automatique. Y compris toutes sujétions de fonctionnement.					
2	CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DE LA CONSTRUCTION					
2.0	Volume principal de type: COMBLES AMENAGES					
2.1	Murs et Cloisons					
2.1.1	Précision : Les doublages et cloisons en salle de bain seront réalisés au moyen de plaques de plâtre de 13mm hydrofugées.					
2.1.1	Murs					
2.1.1.1	Élévation réalisée en parpaings creux de 0,20 m posé à joints minces prévu pour une hauteur sous-plafond sol fini supérieure ou égal à: 2,50 m	X				
2.1.1.2	Châssis horizontaux et linteaux des ouvertures extérieures en béton armé.	X				
2.1.1.3	Pan coupé de 0,88 x 0,88 m	X				
2.1.1.3	Enduit de façade projeté de chez WEBER et BROUTIN de type monocoque sur maçonnerie au dessus du niveau du Rdc. Finition de type : Gratté. Epaisseur 10mm minimum	X				
2.1.1.3.0	Finition grattée pour les tableaux et voussures	X				
2.1.1.4	Seuils des portes et portes fenêtres: (voir Menuiseries Extérieures)	X				
2.1.1.5	Appuis de fenêtres: (voir Menuiseries Extérieures)	X				

N°	Descriptif	Compris	Non compris	Dans le prix convenu
2.1.6	Les murs périphériques des surfaces habitables sont doubles de panneaux isolants de type : Optima murs d'épaisseur d'isolant de 120 mm. (R mini de 3,75 m² K/W)	X		
2.1.2	Ossature <i>Principe de pose d'un mur périphérique</i> 	X		
2.1.2.0	Maçonnerie en blocs bétons (parpaings) de 0,20 m d'épaisseur	X		
2.1.3	Cloisons			
2.1.3.1	Distribution des pièces habitables en Rdc de type: PlacoStil 72/48 inclus laine de verre. Y compris traitement aux deux faces des joints des plaques de BA 13	X		
2.1.4	Isolation thermique			
2.1.4.1	Fourniture d'un diagnostic de performance énergétique	X		
2.1.4.2	Traitement de l'étanchéité à l'air conforme à la réglementation thermique 2012 et mis en œuvre dans le cadre de la démarche qualité du constructeur (Certifié Pro Perméa).	X		
2.1.4.3	Obtention d'une attestation de déclaration d'achèvement de travaux validant le respect de la réglementation thermique délivrée par un professionnel indépendant agréé	X		
2.1.4.4	La nature précise du complexe constituant les murs périphériques des pièces habitables est conditionnée par les objectifs de la réglementation thermique retenue.	X		
2.2	Planchers			
2.2.1.1	Plancher bas du rez-de-chaussée sur Vide sanitaire			
2.2.1.1.1	Plancher comprenant poutrelles, entrevous et dalle de compression d'épaisseur 4 cm environ, chaînage périphérique en béton armé NF EN 206-1 C25/30 XC2. Finition de dalle brute.	X		
2.2.1.2	Plancher haut rez-de-chaussée			
2.2.1.2.0	Bois: Le plancher haut du rez-de-chaussée est constitué de plaques d'aggloméré de 25 mm d'épaisseur fixées sur solivage sapin.	X		
2.2.2	Plafonds (En Rdc uniquement)			
2.2.2.0	En partie habitable : Constitué en plaques de plâtre de 13 mm d'épaisseur, fixées sur une ossature métallique.	X		
2.2.2.3	Traitement des joints entre plaques avec bandes et un enduit de finition.	X		


Paraphes :


Notice Descriptive OC 86 C V02 06.04.16

- 3 / 10 -

N°	Description	Compris	Non compris	Dans le prix convenu
2.3	ESCALIER	X		
2.3.0	Escalier d'accès à l'étage sera en bois hêtre, sans contre marche, lisses inox et rampe bois, potaux bois, aucun revêtement prévu sur les marches		X	
2.4	TOITURES			
2.4.1	Charpente			
2.4.1.0	Cellule principale: Fermettes industrialisées de type: Combles aménagés 2 appuis calcul et section suivant étude du charpentier. Traitement fongicide et insecticide. Pente : 45°	X		
2.4.1.2.0	Débords de toit sur 2 pignons de 0,25 m	X		
2.4.1.2.1	Débords de toit en façades de 0,25 m	X		
2.4.1.2.2	Finition des Sous Facès et planches de rives : PVC	X		
2.4.2	Couverture			
2.4.2.1	Litau en bois résineux, section calculée pour recevoir une couverture de type: *** ARDOISE FIBRE-CIMENT à bords épaufés 33*23 ***	X		
2.4.2.2	Sous toiture HPV perspirante, posée sur contre lattage	X		
				
2.4.3	Gouttières et Tuyaux de descentes			
2.4.3.1	Gouttière corniche aluminium laqué sur crochets aluminium	X		
2.4.3.2	Descentes en tuyaux ronds de 8 cm en PVC	X		
2.4.3.4	Jeux de coudes pour ramener à la façade. 2 colliers de fixation Les descentes sont arrêtées au niveau du plancher bas du rez de chaussée.	X		
2.5	MENUSERIES			
2.5.1.0	Menuiseries Extérieures : Divers			
2.5.1.0.0	Implantation suivant plan	X		
2.5.1.1	La performance thermique des menuiseries, hors porte d'entrée, est comprise entre UW de 1.4 et 1.5 W/m² K	X		
2.5.1.1	Menuiseries Extérieures			
	Qté: 1 - Porte Entrée Acier 215 x 90 Réf: HEXAGONE (Bel'm). Bati alu, Ral 7016. Linteau: Béton - Appui/Seuil: Monobloc ciment Empl: RDC Hab.	X		

N°	Descriptif	Compris	Non compris	Dans le prix convenu	Coût non compris dans le prix convenu
2.6	EQUIPEMENTS			X	
2.6.1	Cuisine				
2.6.1	Cuisine équipée modèle Houdan ou similaire suivant plan comprenant : Menuiseries hautes et basses, électroménager (plaque vitro cérame 4 feux, hotte aspirante à filtre, plan de travail, évier en résine 2 bacs 1 évier) mitigeur avec douche (intégrée)	X			
2.6.2	Salle d'eau				
2.6.2.1	Salle d'eau Rdc				
2.6.2.2	Salle d'eau Etage				
2.6.2.2	Baignoire acier blanche, mono trou, bonde et façades mélaminé blanc 170*70, mitigeur type July (Jacob Delafond) inclus douche.	X			
2.6.2.2	Mobilier simple vasque céramique de 0,85 ml	X			
2.6.2.3	WC				
2.6.2.3.1	WC Rdc				
2.6.2.3.2	WC Etage				
2.6.2.3.2	WC (Chasse d'eau mécanisme double commande 3/6 litres.)WC cuvette 67*35 et réservoir BRIVE blanc avec abattant double	X			
2.6.3	Chauffage				
2.6.3.0	Puissance des matériels suivant étude thermique	X			
2.6.3.0	Thermostat d'ambiance, sonde extérieur.	X			
2.6.3.0	Aérothermie PAC Split pour production de chauffage eaux chaudes sanitaires. Modèle ALFEA Extensa DUO + de chez Atlantic	X			
2.6.3.1	Emetteurs Rdc: Au Sol. Isolant de plancher conforme à l'étude thermique	X			
2.6.3.2	Plancher chauffant basse température à eau chaude incorporé au sol comprenant tubes PER avec barrière anti-oxygène et fixation par agrafes.	X			
2.6.3.2	Collecteurs aller et retour équipés de vannes d'isolement, de thermomètres de contrôles, purgeur automatique, boisseaux de vidange, robinet d'arrêt, un débitmètre par circuit. Coffret mural	X			
2.6.3.3	Dalle fluide flottante prévue pour recevoir un revêtement de sol collé.	X			
2.6.3.4	Emetteurs Etage: Panneaux Radiateurs	X			
2.6.3.4	Salle de bain Rdc : Radiateur à eau sèche serviettes de type Acova modèle Atoll	X			
2.6.3.5	Conduit de fumée				

N°		Descriptif		Ouvrages et fournitures	
Compris	Non compris	Dans le prix convenu		Coût non compris dans le prix convenu	
2.6.3.5.7			X		Sans objet
Conduit feu de type : Poujoulat 230 + souche crépie ton ocre + chapeau de cheminée					
2.6.4					
Sécurité & Fonctionnement : Le Maître d'Ouvrage vérifie avec un professionnel que le volume d'arrivée d'air frais nécessaire à l'appareil envisagé est adapté. Le plancher est dimensionné pour recevoir une cheminée ou un poêle d'un poids total n'excédant pas 750 kg Sécurité & Fonctionnement : Le Maître d'Ouvrage s'assure, à la mise en service, qu'aucun obturateur n'est présent en sortie de souche Sécurité & Fonctionnement : Le Maître d'Ouvrage vérifie avec un professionnel que les parois d'adossent et latérales ont une résistance au feu adaptée					
2.6.4.1		X			Ventilation mécanique contrôlée simple flux hygroréglable B. Extraction pour les pièces humides avec des bouches hygroréglables.
2.6.4.3		X			Ventilation des pièces sèches par des entrées d'air auto-réglables, positionnées à l'emplacement des ouvertures
2.6.5					
2.6.5.1		X			Distribution intérieure eau chaude, eau froide, en tube et Polyéthylène réticulé gainé. Installation prévue pour une utilisation sous une pression moyenne de 3 bars.
2.6.5.2		X			Origine de l'installation: eau froide après le robinet d'arrêt. Eau chaude à partir du chauffe-eau, de la chaudière ou de la PAC
2.6.5.3		X			Robinet pour arrosage extérieur, emplacement à déterminer.
2.6.5.4		X			Ensemble pour branchement machine à laver comprenant robinet d'eau froide et évacuation (emplacement en zone habitable)
2.6.6					
2.6.6.1		X			Eaux usées, Eaux vannes: évacuation depuis l'appareillage par canalisation PVC sous le plancher bas du rez-de chaussée. Sortie(s) en attente hors façade de 30 cm environ.
2.6.8					
Electricité (En Rdc uniquement)					
Les prestations électriques du présent descriptif intègrent les nouvelles dispositions de la norme NF C 15-100					
2.6.8.0		X			L'installation est prévue pour être alimentée en monophasé 220 volts
2.6.8.1		X			Tableau de communication situé à proximité du tableau électrique et comprenant : un dispositif DTI (téléphonie), un filtre ADSL (connexion internet), un répartiteur pour socle RJ45 (réseau informatique) et un ensemble de cordons de liaison de type grade 1 ainsi qu'une barrette de terre, un répartiteur passif de TV.
2.6.8.2		X			Raccordement entre le disjoncteur et l'installation.
2.6.8.3		X			Installation réalisée par circuit pré assemblé, passage sur le plafond du Rdc, dans les cloisons et dans le doublage.
2.6.8.4		X			Tableau de coupure et de protection situé dans l'entrée du Rdc à proximité de la porte d'entrée ou suivant plan
2.6.8.5		X			Mise à la terre de l'installation avec barrette de coupure. Liaison équipotentielle en salle de bain
2.6.8.6		X			Appareillage : Douilles DCL en plafond en parties habitables et douilles à bout de fil en extérieur et locaux non habitables. Appliques de classe 2 dans les salles de bain, interrupteurs et prises de courant encastrés de type : Ovals blanc ou similaire.
2.6.8.7					
Appareillage Electrique					
		X			Point Lumineux En Simple Allumage - Qte: 1 - Extérieur.
		X			Prise 10/16a+ - Qte: 7 - Séjour.
		X			Point Lumineux En Va Et Vient - Qte: 1 - Séjour.
		X			Prise 10/16a+ - Qte: 6 - Cuisine.
		X			Point Lumineux En Simple allumage - Qte: 1 - Cuisine.
		X			Prise 16a+ Spécialisée - Qte: 2 - Cuisine.
		X			Boite de connexion 32a - Qte: 1 - Cuisine.
		X			Prise 10/16a+ - Qte: 1 - Entrée et ou couloir.
Paraphes : 					
Notice Descriptive OC 86 C V02 06.04.16					
- 7 / 10 -					

N°	Descriptif	Compris	Non compris	Dans le prix convenu	Coût non compris dans le prix convenu
2.6	<p>Revetements</p> 				
2.6.9.1	Revetements de sol				
2.6.9.2	<p>Carrelage jusqu'à 30*30 à choisir dans la gamme Optimum Concept, pose collée sur dalle. Le prix public de la fourniture seule est de 21 Euros TTC par M². Plinthes incluses.</p> <p>Plinthes assorties selon la gamme. (pose à joints décalés)</p> <p>Sens de pose du carrelage: Droite ou décalée</p> <p>Parquet clipé dans les chambres pose flottante, constitué d'un parement stratifié Hêtre clipé de 8 mm d'épaisseur type Quick-Step Unilic 800 ou similaire, sous couche polyéthylène de 3 mm, plinthes classiques de même nature. 58*12 posées par clouage et collage.</p>				
2.7	DIVERS				
2.7.1	Déchets & gravats : Enlèvement des déchets et gravats résultant du chantier de construction				

N°	Description	Compris	Non compris	Dans le prix convenu	Ouvrages et fournitures	Coût non compris dans le prix convenu
2.7.4	Pack sécurité	X				
3	BRANCHEMENTS (TRANCHEE COMMUNE)					
3.1	Eau					
3.1.0	Fourniture et branchement, entre le compliceur de l'abonné et le robinet d'arrêt de l'installation, au moyen d'un tuyau polyéthylène de section adaptée situé dans une tranchée de profondeur hors gel (terrasssement et remblai).	X				
3.2	Gaz					
3.2.0	Sans objet					
3.3	Electricité et Téléphone					
X	Entre le tableau électrique de la maison et le coffret de distribution situé en limite de propriété, pose de fourreaux aiguillés de diamètre adapté en souterrain y compris le terrasssement fouille et remblai.	X				
X	Entre le tableau électrique de la maison et le coffret de distribution situé en limite de propriété, mise en place des câbles d'alimentation électrique (NB : pour les longueurs de câble inférieures à 30 ML, le câble est fourni par ERDF)	X				
3.4	Evacuation des eaux usées					
3.4.1	Sur réseaux publics					
3.4.1.0	Regard de branchement en sortie de construction et en limite de propriété au moyen d'un tuyau PVC 100 mm situé dans une tranchée de profondeur hors gel (terrasssement et remblai).					
3.5	Eaux Pluviales					
3.6.2	✓ Assainissement individuel					
X	Evacuation inclus regard de contrôle par Fosse toutes eaux 3000 litres (capacité susceptible d'être modifiée par les résultats de l'étude pédologique)	X				
X	Exutoire par tranchée d'infiltration ou rejet dans une noue drainante	X				
X	Poste de relevage des eaux usées y compris raccordement électrique	X				
X	Filtres à sable verticaux drainés	X				
X	Exutoire par tranchée d'infiltration ou rejet dans une noue drainante	X				
	L'entretien et le nettoyage périodique de la fosse toutes eaux y compris ses accessoires sont à la charge du client					
	COUT BRANCHEMENT : SOUS TOTAL					
	ACCES AU CHANTIER					
	L'accès au chantier d'attaches routiers de 35 tonnes étant indispensable au bon déroulement des travaux, et dans le cas où ces travaux seraient réalisés par le Maître de l'ouvrage, il conviendra de respecter les prescriptions techniques du constructeur.					
X	Réalisation d'un chemin d'accès provisoire, carrossable aux engins de chantier, pendant toute la durée des travaux (évacuation de l'ouvrage non prévue).	X				
	DIVERS					
X	Adaptation de la réglementation pour les personnes à mobilité réduite : porte d'entrée seuil de 20 mm, passage élargi de 900 côté tableau avec passage effectif à 834,50 mm + serrure à 1 000 mm bas d'ouvrant, coulissants alu seuils encastres de 50 mm	X				
X	Exérieurs : accès en béton désactivé, engazonnement parcelle privative, haie d'essences locales, plantations clôture treillis, boîte aux lettres aux normes La Poste, terrasse 3,00 X 4,00 en béton désactivé, 1 emplacement poubelle avec brise vue	X				
X	Assainissement conforme à l'étude pédologique Fourniture et Pose d'une Micro Station 5 EH de marque ELOY WATER modèle Oxyfix en cuve béton possédant l'agrément ministériel. Principe de traitement par culture fixée immergée et aérée	X				
X	Porche en retrait au niveau de la porte d'entrée	X				
	Paraphes :					

Paraphes :

Notice Descriptive OC 86 C V02 06.04.16

- 9 / 10 -

h R.

N°	Descriptif	Ouvrages et fournitures		
		Compris	Non compris	Cout non Compris
		Dans le prix convenu		
		<div>Le total des travaux non compris dans le prix convenu et qui reste à ma charge s'élève à la somme de:</div> <div>Mention manuscrite du montant des travaux qui reste à ma charge et signatures obligatoires à cet endroit:</div> <div>Fait à : Hébecourt</div> <div>Le: 28/3/11</div> <div>Le Maître de l'Ouvrage</div> <div>Lu et Approuvé</div> <div>Lu et Approuvé</div> <div></div>		

CONTRAT DE CONSTRUCTION

CONDITIONS PARTICULIERES

Les conditions particulières renvoient aux articles correspondants des conditions générales, indiquées entre parenthèses

Le présent contrat de construction de maison individuelle est

conclu :

Entre :

Mairie d'HEBECOURT
4 Place de la Mairie
27150 HEBECOURT

D'une part ci-après dénommé le

MAITRE D'OUVRAGE

Et :



EXTRACO CREATION SAS

au capital de 150 000€, dont le siège social est à

GRAND COURONNE 76530

16 Rue Jean Lagarrigue "Les Essarts"

Siret : 352 122 063 000 22

Garantie	Compagnie	N° Contrat
----------	-----------	------------

- Responsabilité Civile	AXA	5401333104
- Garantie décennale	AXA	5401333104
- Remboursement d'acompte	CEGI	254
- Livraison à prix et délai convenus	CEGI	254

D'autre part ci-après dénommé le

CONSTRUCTEUR

Conformément aux conditions générales et aux conditions particulières ci-après, ainsi qu'aux documents qui leur sont

annexés.

CONSISTANCE DE L'OPERATION DE

CONSTRUCTION :

Visa² Le Maître d'ouvrage déclare qu'il destine la construction à son habitation principale.

Visa² Le Maître d'ouvrage déclare qu'il destine la construction à la location

Usage mixte professionnel et habitation :	Habitation
Surf. Plancher :	89,92 m ²
Surf. Habitable totale :	85,85 m ²
Nb de logement	1

ADRESSE DE CONSTRUCTION :

Rue du Cornouiller
27150 HEBECOURT

Surf. Du terrain :
Désignation cadastrale :

Titre de propriété, ou titre justifiant d'un droit de construire ou promesse de vente.

(justifier s'il s'agit d'une promesse unilatérale)

Nature du titre :

Date du titre :

Nom et adresse du rédacteur de l'acte :

PERMIS DE CONSTRUIRE (6) :

Visa² Le CONSTRUCTEUR est mandaté par le MAITRE D'OUVRAGE pour intervenir auprès des

autorités administratives en vue de l'obtention du

permis de construire.

Le CONSTRUCTEUR déposera le permis de

construire conformément à l'article 6 des conditions

générales suivant la signature par le MAITRE D'OUVRAGE

Visa² Le MAITRE D'OUVRAGE fait son

affaire personnelle de l'obtention du permis.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE (8) :

Visa² Relativement à l'obligation de

souscription de la police dommages-ouvrage,

le MAITRE D'OUVRAGE déclare qu'il mandate

le constructeur.

NB. Le coût de cette assurance étant intégré au

prix convenu.

GARANTIE DE REMBOURSEMENT D'ACOMPTE (9) :

Montant de l'acompte versé par le MAITRE D'OUVRAGE

à la signature du contrat :

L'organisme garant en première page
délivrera une attestation nominative de remboursement
d'acompte à la commande.

63 R.

Les conditions particulières renvoient aux articles correspondants des conditions générales, indiquées entre parenthèses

GARANTIE DE LIVRAISON A PRIX ET DELAI

CONVENTU (10):

L'organisme garant indiquant en première page délivrera une attestation nominative de LIVRAISON A PRIX et DELAI CONVENUS.

FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION (7):

Apport personnel du MAÎTRE D'OUVRAGE :

€ -

Prêts à la diligence du MAITRE

D'OUVRAGE : Dans ce cas, le MAÎTRE D'OUVRAGE informe le constructeur de l'obtention du ou des prêts nécessaires et lui fournit toutes les précisions utiles.

Prêts à la diligence du CONSTRUCTEUR : Visa²

Dans ce cas, le MAÎTRE D'OUVRAGE fournit au CONSTRUCTEUR tous les éléments utiles à l'obtention du ou des prêts.

Détails des prix	Durée minimale	Taux maximum	Montant Minimum
------------------	----------------	--------------	-----------------

[illegible]

Absence d'emprunt :

Dans ce cas le MAITRE D'OUVRAGE porte ci après la mention manuscrite visée en (7) des conditions générales : " Je déclare que le prix convenu sera payé sans l'aide d'aucun prêt, je reconnais avoir été informé que si je recours néanmoins à un prêt, je ne pourrai me prévaloir des dispositions de la loi n°79-596 du 13 juillet 1979"

loi n° 79-596 du 13 juillet 1979"

Conformément à la loi, les règlements des appels de fonds seront les suivants :

PAIEMENT DES APPELS DE FONDS (16):

précisées à l'article (15)

NB : Le prix convenu est révisable dans les conditions

NB : Le coût de l'assurance "Dommage à l'ouvrage" est compris dans le prix convenu de la construction

Outre les éléments définis en (12) des conditions générales, le prix convenu tient compte des prestations suivantes :

- Démarches et formalités pour l'obtention du permis de construire (7)
- Démarches et formalités pour l'obtention des prêts (7)
- Coût de la garantie de remboursement d'acompte

149 840,40 €

D'OUVRAGE.

Ces travaux sont décrits et chiffrés dans la notice descriptive annexées au présent contrat. Le coût total de la construction, défini en (12) des conditions générales est égal à la somme du prix convenu et des travaux à la charge du MAITRE

OLL € -

générales s'élève à :

Le coût des travaux dont le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve l'exécution, tel que défini en (14) des conditions

149 840,40 € TTC soit : 124 867,00 € HT

est fixé à :

Taux de TVA applicable au jour de la signature 20,00%

Le prix convenu défini en (13) des conditions générales

COUT DE LA CONSTRUCTION (12-13-14):

à partir de la date de signature du présent contrat.

slow 8

Le délai visé aux conditions générales est de :

(II)

REALISATION DES CONDITIONS SUSPENSIVES

Echelonnement des Appels de Fonds	% Appels de Fonds	Appels de Fonds en €
Signature du contrat	5%	7 492,02 €
Obtention du permis de construire	5%	7 492,02 €
Ouverture du chantier	5%	7 492,02 €
Achèvement des fondations	10%	14 984,04 €
Achèvement des murs	15%	22 476,06 €
Construction Hors d'eau	20%	29 968,08 €
Cloison et mise hors d'air	15%	22 476,06 €
Travaux équipements	20%	29 968,08 €
Achèvement & Livraison	5%	7 492,02 €
TOTAL	100%	149 840,40 €

Hors prise en compte d'éventuel(s) avenant(s)

ACTUALISATION - REVISION DU PRIX CONVENU (15) :

Le MAITRE D'OUVRAGE reconnaît avoir pris connaissance de la clause relative aux modalités de révision du prix convenu et opter pour l'une des deux options suivantes :

Option 1

Le prix convenu sera actualisé

conformément au paragraphe a) de l'article (15) des conditions générales, par application de la formule suivante :

$$P=P_0 \times BT01 / BT01_0$$

Option 2

Le prix convenu sera actualisé

conformément au paragraphe b) de l'article (15) des conditions générales, par application de la formule suivante : $P=P_0 (0,30 + 0,70 \times BT01 / BT01_0)$

Po : Montant du contrat TTC à la date de signature

BT01 : Dernier indice publié à la date de révision

BT01o : Dernier indice publié à la date de signature du contrat

OUVERTURE DU CHANTIER :

Le chantier sera ouvert dans le délai de : 30 j

suivant la réalisation de la dernière des conditions suspensives prévues à l'article (19) et travaux de VRD du lotissement terminés.

DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX (20) :

A compter de la date d'ouverture du chantier, le délai

d'exécution des travaux est de :

12 mois

RECEPTION (25) :

Relativement à la réception des travaux,

le MAITRE D'OUVRAGE déclare avoir été informé de la possibilité qui lui est offerte de se faire assister, lors de la réception, par un professionnel ou une personne de son

choix titulaire d'un contrat d'assurance couvrant sa

responsabilité pour ce type de mission.

AUTEUR DES PLANS (30) :

S'il n'est pas le constructeur, l'auteur des plans est :

CONTRAT DE CONSTRUCTION CONDITIONS GENERALES

1 - LOIS ET REGLEMENT REGISSANT LE

CONTRAT

Le présent contrat est régi par les textes légaux et réglementaires, notamment les articles L.231-1 à L.231-13 du Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.) tels qu'ils résultent de la Loi 90-1129 du 19 Décembre 1990), complétée de la loi 2014-344 dite « loi Hamon ». Conformément aux dispositions de la loi 2014-344, le CONSTRUCTEUR à communiquer au MAITRE D'OUVRAGE les informations précontractuelles visées aux articles L.111 et suivants du code de la consommation.

2 - OBJET DU CONTRAT

Par le présent contrat de construction, la personne dénommée LE CONSTRUCTEUR se charge de réaliser ou de faire réaliser un immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation, décrit aux conditions particulières, ne comportant pas plus de deux logements, pour le compte de son client dont l'identité figure en première page du présent contrat, et appelé ci-après LE MAITRE D'OUVRAGE.

Les travaux à exécuter comportent : La construction de l'immeuble - son adaptation au sol - son raccordement aux réseaux divers - l'équipement intérieur et extérieur indispensable à son implantation et à son utilisation. Préalablement à l'ouverture du chantier, il sera satisfait aux actes préliminaires suivant les modalités précisées aux articles 4 à 11 ci-après.

Les documents constituant le contrat de construction sont :

■ Conditions particulières et générales du contrat.

■ Notice descriptive conforme au modèle type agréé ministériel du 27.11.91 donnant les caractéristiques techniques des travaux à exécuter ; cette notice fait la distinction prévue à l'article L.231-2d) entre les éléments selon qu'ils sont compris dans le prix convenu (travaux à la charge du CONSTRUCTEUR) ou non compris dans ce prix (travaux dont LE MAITRE D'OUVRAGE se réserve l'exécution) elle porte, de la main du maître d'ouvrage, une mention spéciale par laquelle, il accepte le coût, taxes incluses, des travaux à sa charge qui ne sont pas compris dans le prix convenu au contrat.

■ Plan de la construction à édifier, comportant les travaux d'adaptation au sol, les coupes et élévations, les cotes utiles, l'indication des surfaces de chacune des pièces, dégagements et dépendances. Ce plan comporte, en outre, le raccordement aux réseaux divers précisés dans la notice descriptive et les éléments d'équipement intérieur ou extérieur qui sont

4 - RATIFICATION DU CONTRAT

indispensables à l'implantation, à l'utilisation et à l'habitation de l'immeuble ; ce plan mentionne le nom de celui qui l'a établi et, daté et signé par les parties ; un dessin d'une perspective de l'immeuble est joint au plan.

Au contrat sont annexés, conformément aux dispositions légales :

- La notice d'information conforme au modèle agréé par arrêté interministériel du 27/11/1991
- La copie du permis de construire avant l'expiration du délai défini à l'article 11.
- L'attestation de la garantie de remboursement lorsqu'elle est délivrée.
- L'attestation de la garantie de livraison de l'immeuble conformément aux dispositions de l'article 10 et 11.

5 - IDENTIFICATION DU TERRAIN

La construction désignée aux conditions particulières du présent contrat sera édifiée conformément à la notice descriptive, et aux plans ci-dessus définis sur le terrain dont LE MAITRE D'OUVRAGE est propriétaire ou qu'il atteste être en voie d'acquiescer.

LE MAITRE D'OUVRAGE s'engage à fournir au CONSTRUCTEUR, à ses frais, sous son entière responsabilité, tous documents et renseignements, notamment : Certificat d'urbanisme - Plan de masse et de situation - Permis de démolir - Cahier des charges du lotissement - Servitudes - Bornages - Mitoyenneté ou limites séparatives - Viabilité - Courbes de niveau, par, le cas échéant l'intervention d'un géomètre-expert.

LE MAITRE D'OUVRAGE répondra, seul, à l'égard des tiers de son droit de construire.

6 - PERMIS DE CONSTRUIRE

LE CONSTRUCTEUR établit, en autant d'exemplaires qu'il est besoin, le dossier de permis de construire. Après réception des documents et des renseignements visés à l'article 5, signature par LE MAITRE D'OUVRAGE et dès que tous les préalables administratifs sont réunis, LE CONSTRUCTEUR le dépose, après auprès des services compétents dans le délai maximum de 60 jours. Sauf mention contraire aux conditions particulières, LE MAITRE D'OUVRAGE est mandataire pour l'accomplissement des démarches et formalités

nécessaires à l'obtention de permis de construire. Dès l'obtention de l'autorisation administrative, LE MAITRE D'OUVRAGE s'engage à communiquer l'information au CONSTRUCTEUR. Le permis de construire sera annexé au présent contrat.

7 - FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

LE CONSTRUCTEUR fournit, avec les documents remis par LE MAITRE D'OUVRAGE les éléments techniques nécessaires à la demande de prêts. Si LE MAITRE D'OUVRAGE n'entend recourir à aucun emprunt pour le règlement du prix de la construction, il reproduit, à la main, la mention relative à cette situation prévue aux conditions particulières. La condition d'obtention des prêts est satisfaite dès la présentation par un organisme de crédit d'une offre régulière correspondant aux caractéristiques de financement de l'opération stipulées par LE MAITRE D'OUVRAGE - emprunteur aux conditions particulières. LE MAITRE D'OUVRAGE déclare ne pas bénéficier actuellement d'emprunts susceptibles de remettre en cause l'endettement maximum accepté par l'organisme de crédit permettant l'obtention du ou des prêts indispensables à la réalisation de l'opération, ni être interdit bancaire. Si cette déclaration se révèle inexacte et, que le ou les prêts sont définitivement refusés pour ces raisons, la non-réalisation de la condition suspensive de l'obtention du financement prévus à l'article 11 est imputable au LE MAITRE D'OUVRAGE et le contrat sera réputé résilié à ses torts suivant les dispositions de l'article 28. Si LE MAITRE D'OUVRAGE fait son affaire personnelle du financement de son projet, il s'engage à justifier de ses démarches auprès du CONSTRUCTEUR et ce à première demande.

8 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

LE CONSTRUCTEUR déclare avoir souscrit l'assurance de responsabilité civile décennale obligatoire prévue par les articles L.241-1 et L.243-1-1 du Code des assurances. Les références de ces contrats sont précisées aux conditions particulières.

Conformément à l'article L.242-1 du Code des Assurances, LE MAITRE D'OUVRAGE est tenu de souscrire pour son compte et celui, le cas échéant, des propriétaires successifs, une assurance garantissant, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux dont les constructeurs sont responsables sur le fondement des articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil. Les parties conviennent d'appliquer l'une ou l'autre des clauses suivantes, telle que mentionnée aux conditions particulières :

1°) LE MAITRE D'OUVRAGE déclare en faire son affaire personnelle et s'engage à remettre l'attestation d'assurance au CONSTRUCTEUR et aux organismes prêteurs.

2°) LE MAITRE D'OUVRAGE donne mandat au CONSTRUCTEUR de souscrire pour son compte l'assurance au dit « Domage-Ouvrage » lui incombant.

9 - GARANTIE DE REMBOURSEMENT

D'ACOMPTE

Dans ce cas, c'est LE CONSTRUCTEUR qui remettra au MAITRE D'OUVRAGE l'attestation d'assurance. L'attestation d'assurance « dommages-ouvrage » sera annexée au présent contrat.

Les versements que LE MAITRE D'OUVRAGE peut se voir réclamer par LE CONSTRUCTEUR lors de la signature du contrat diffèrent suivant que LE CONSTRUCTEUR bénéficie ou non d'une garantie de remboursement prévue à l'article R.231-8 du Code de la Construction et de l'Habitation. Si LE CONSTRUCTEUR bénéficie de cette garantie délivrée par un organisme habilité à cet effet, le maximum exigible à la signature du contrat est de 5 % du prix convenu. Si LE CONSTRUCTEUR ne bénéficie pas d'une telle garantie, les versements que LE MAITRE D'OUVRAGE peut se voir réclamer entre la signature du contrat et l'ouverture du chantier ne peuvent excéder 3 % du prix convenu ; ces fonds doivent être déposés en garantie sur un compte spécial ouvert au nom du MAITRE D'OUVRAGE auprès d'un organisme habilité. Les fonds versés par LE MAITRE D'OUVRAGE lors de la signature du contrat de construction sont restitués, sans retenue ni pénalités si les conditions suspensives prévues à l'article 11 ne sont pas réalisées dans le délai fixé, ou si LE MAITRE D'OUVRAGE exerce sa faculté de rétractation prévue à l'article 4. Le remboursement au MAITRE D'OUVRAGE entraîne pour celui-ci une renonciation définitive au projet défini par le présent contrat. Il s'interdit de faire réaliser une construction équivalente sans consulter au préalable LE CONSTRUCTEUR signataire du présent contrat, dont des droits sont précisés dans l'article 26 ; ou le cas échéant l'organisme garant. L'attestation de garantie de remboursement d'acompte sera annexée au présent contrat.

10 - GARANTIE DE LIVRAISON

LE CONSTRUCTEUR justifie d'une convention de cautionnement par laquelle l'organisme habilité précisé en première page du présent contrat s'oblige, à compter de la date d'ouverture du chantier, à prendre en charge les risques d'inexécution ou de mauvaise exécution des travaux prévus au contrat conformément à l'article L.231-6 du Code de la Construction et de l'Habitation. LE MAITRE D'OUVRAGE ne bénéficiera, effectivement, de la garantie qu'à compter de la réception d'un acte original de cautionnement établi à son nom et précisant l'adresse de la construction. Ce document sera annexé au présent contrat. La garantie de livraison cesse lorsque la réception sans réserve des travaux aura été constatée, ou si des réserves ont été faites, lorsque celles-ci auront été levées.

11 - CONDITIONS SUSPENSIVES ET RESOLUTOIRES

Le présent contrat est conclu sous les conditions suspensives de l'acquisition du terrain, de l'obtention du

permis de construire, du financement de la construction, de la souscription de l'assurance de dommages à l'ouvrage et de l'obtention de la garantie de livraison. Si une ou plusieurs de ces conditions ne se réalisent pas dans le délai prévu aux conditions particulières entraînant, ipso facto, la non-réalisation des autres conditions suspensives, le contrat sera caduc et les sommes versées par LE MAITRE D'OUVRAGE lui seront remboursées, conformément aux dispositions de l'article 9.

12 - COUT TOTAL DE LA CONSTRUCTION

Le coût du bâtiment à construire est égal à la somme :

- Du prix convenu forfaitaire défini à l'article 13 ci-après, correspondant aux travaux décrits dans la colonne 3 de la notice descriptive.

- Du coût des travaux dont LE MAITRE D'OUVRAGE se réserve l'exécution, tels que définis à l'article 14 ci-après et dans les colonnes 4 et 5 de la même notice descriptive. Ces prix sont établis selon les conditions économiques et fiscales en vigueur à la date de signature du présent contrat.

La T.V.A. est calculée au taux en vigueur à la date de signature du contrat. Le prix convenu ne comprend pas le montant des taxes et impôts dont LE MAITRE D'OUVRAGE est redevable, tels que, par exemple, la taxe locale d'équipement, la taxe de branchement. Dans l'éventualité d'avenants, ceux-ci seront ajoutés ou retranchés au prix convenu dès leur signature.

13 - PRIX CONVENU FORFAITAIRE

Le prix convenu forfaitaire, mentionné aux conditions particulières, comporte toutes les prestations dont LE CONSTRUCTEUR a la charge : - la conception du projet (notamment, les plans de la maison) s'il y a lieu les frais d'études du terrain pour l'implantation du bâtiment - l'établissement du dossier de demande de permis de construire - le coût de la garantie de livraison - la coordination et le suivi du chantier - la fourniture, l'exécution et les coûts de main d'œuvre des travaux - les éventuelles autres prestations précisées aux conditions particulières. Les prestations non indispensables à l'implantation et à l'utilisation de la maison, ainsi que les ouvrages extérieurs, doivent faire l'objet d'un marché de travaux distinct du présent contrat.

14 - TRAVAUX RESERVES AU MAITRE D'OUVRAGE

Les travaux dont LE MAITRE D'OUVRAGE se réserve l'exécution tel que décrits et chiffrés dans la notice descriptive, colonnes 4 et 5, doivent être acceptés par une mention manuscrite sur cette notice descriptive. LE CONSTRUCTEUR s'oblige à les réaliser au prix indiqué, si LE MAITRE D'OUVRAGE lui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal dans les quatre mois qui suivent la signature du contrat. Passé ce délai, LE CONSTRUCTEUR pourra en refuser l'exécution, du moins à ce prix.

15 - ACTUALISATION OU REVISION DU PRIX

Les travaux dont LE MAITRE D'OUVRAGE reconnaît, dans une mention aux conditions particulières, avoir été informé, avant la signature du contrat, des deux modalités de variation de prix laissées aux choix des parties par l'article L.231-11 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- a) Actualisation du prix d'après la variation de l'indice BT01 entre la signature du contrat et la date d'expiration d'un mois de la plus tardive des deux dates suivantes : date de l'obtention tacite ou expresse des autorisations nécessaires pour entreprendre la construction / date de la réalisation de la condition suspensive en application des articles 17 et 18 de la Loi n° 79-596 du 13/07/1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine de l'immobilier.
- b) Révision sur chaque paiement dans la limite de 70 % de la variation de l'indice BT01 entre la date de signature du contrat et la date de livraison prévue au contrat ; aucune révision ne pouvant être effectuée au-delà d'une période de neuf mois suivant l'une des deux dates définies au paragraphe a) ci-dessus, lorsque la livraison prévue doit avoir lieu postérieurement à l'expiration de cette période. A défaut du choix de l'option du MAITRE D'OUVRAGE, le prix convenu est réputé non révisable.

16 - VERSEMENTS EN FONCTION DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Avant le commencement des travaux, LE MAITRE D'OUVRAGE effectue un premier versement dans les conditions fixées à l'article 9 ci-dessus et dans les limites suivantes : à titre de dépôt de garantie :

- 3% à la signature.
- Si LE CONSTRUCTEUR bénéficie d'une garantie de remboursement :
- 5 % à la signature du contrat
- 10 % à la délivrance du permis de construire (montant cumulé)

Les autres versements sont exigibles en fonction de l'avancement des travaux, il appartient au MAITRE D'OUVRAGE de vérifier ou faire vérifier que le stade d'avancement est effectivement atteint, dans les limites suivantes : (montants cumulés)

- 15% à l'ouverture du chantier
- 25% à l'achèvement des fondations
- 40% à l'achèvement des murs
- 60% à la mise hors d'eau
- 75% à l'achèvement des cloisons et à la mise hors d'air
- 95% à l'achèvement des travaux d'équipement, de plomberie, de menuiserie et de chauffage.

Le solde comme spécifié à l'article 25 ci-après.

17 - PENALITES DE RETARD DE PAIEMENT

Les sommes non payées par LE MAITRE D'OUVRAGE dans un délai de 15 jours suivant première présentation produiront intérêt à compter de leur exigibilité et au profit du constructeur au taux de 1% par mois. Si, après mise en demeure, ces sommes, intérêts de retard inclus, ne sont pas réglées dans un délai de huit jours, LE CONSTRUCTEUR est en droit d'interrompre les travaux et conformément à l'article 1184 du code civil, pourra demander, un mois après cette mise en demeure, la résolution du contrat avec dommages et intérêts.

18 - PAIEMENT DIRECT AU CONSTRUCTEUR

Le paiement des sommes exigibles aux différents stades de la construction peut être effectué, directement, par le prêteur au CONSTRUCTEUR, sous réserve de l'accord écrit du MAITRE D'OUVRAGE à chaque échéance et de l'information du garant.

19 - OUVERTURE DU CHANTIER

Les travaux commenceront après la levée des conditions suspensives décrites à l'article 11 et le versement des sommes prévues avant l'ouverture du chantier. Ils ne pourront recevoir aucun début d'exécution avant que LE MAITRE D'OUVRAGE fasse parvenir au constructeur les éléments suivants : obtention éventuelle d'un permis de démolir - attestation de propriété du terrain - autorisation de construire - attestation de garantie dommages-ouvrage - arrêté d'alignement - document d'arpentage d'un géomètre-expert si nécessaire - attestation notariée de signature des actes de prêts - engagement de paiement comptant - tous autres documents et autorisations nécessaires.

Les travaux ne pourront recevoir un début d'exécution avant que LE MAITRE D'OUVRAGE n'ait fait exécuter tous travaux préalables au démarrage du chantier et dont il n'a pas demandé l'exécution au CONSTRUCTEUR. Il s'agit notamment : du bornage du terrain - de l'alimentation en eau et en électricité du chantier - de l'accès du chantier par les camions et engins de chantier du CONSTRUCTEUR ou de ses entrepreneurs.

20 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

La durée de construction sera celle fixée aux conditions particulières, cette durée sera prorogée de plein droit :

- De la durée d'interruptions de chantier imputables au MAITRE D'OUVRAGE, notamment celles provoquées par ses retards de paiement, ou encore par des retards apportés dans l'exécution des travaux réalisés par LE MAITRE D'OUVRAGE, ou commandés par lui à des tiers
- De la durée des interruptions pendant laquelle le travail est arrêté conformément aux dispositions des articles L.731-1 et suivants du Code du Travail. Le constructeur transmettra au MAITRE D'OUVRAGE, le cas échéant, une copie de la déclaration transmise à la caisse des congés interruptions dont il dépend.
- De la durée des interruptions pour cas de force majeure, ou cas fortuits.

■ De la durée acceptée pour la réalisation des travaux commandés par avenants par le LE MAITRE D'OUVRAGE

21 - REMPLACEMENT DES FOURNITURES

Les marques et type de fournitures, précisées dans la notice descriptive, sont citées à titre indicatif. Le constructeur peut être amené à employer des matériaux et équipement similaires selon la disponibilité et l'évolution des produits ou des réglementations mais tout en assurant les mêmes garanties et après en avoir informé le MAITRE D'OUVRAGE

22 - PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

En cas de retard dans l'achèvement de la construction non justifié dans les conditions visées à l'article 20, LE CONSTRUCTEUR devra au MAITRE D'OUVRAGE une indemnité égale à 1/3000° du prix convenu fixé au contrat par jour de retard.

23 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

LE CONSTRUCTEUR réalisant, sous son entière responsabilité, les travaux compris dans le prix, il assure la coordination des travaux et se réserve d'interdire l'accès du chantier à toute personne étrangère à son personnel ou à celui des entreprises désignées par lui. LE CONSTRUCTEUR invite formellement LE MAITRE D'OUVRAGE aux réunions de chantier qu'il organise. LE MAITRE D'OUVRAGE pourra y assister, en s'interdisant toutefois de s'immiscer dans le déroulement du chantier, d'intervenir auprès de personnes placées sous l'autorité ou la responsabilité du CONSTRUCTEUR ou de leur donner des directives, ou de réaliser des travaux sans l'accord formel du constructeur. En dehors de ces réunions de chantier, LE MAITRE D'OUVRAGE pour préserver sa sécurité et celle de ses proches s'interdit d'accéder au chantier en dehors des réunions organisées en présence du CONSTRUCTEUR. Pour les mêmes raisons de sécurité, aucune clef d'accès au chantier ne pourra être confiée au MAITRE D'OUVRAGE avant la réception des travaux.

24 - INTERRUPTION DES TRAVAUX

LE CONSTRUCTEUR se réserve la possibilité d'interrompre les travaux lorsque les demandes de paiement prévues aux articles 16 et 17 sont restées infructueuses. Cette interruption interviendra dans le délai de huit jours à compter de la réception, par LE MAITRE D'OUVRAGE, de la lettre recommandée de mise en demeure adressée par LE CONSTRUCTEUR.

Le délai de construction est prolongé de la durée de cette interruption.

25 - CONDITIONS DE RECEPTION DES TRAVAUX

La réception a pour objet de consacrer l'accord des parties sur la conformité de l'ouvrage aux conditions du présent



reproduction conformément aux articles L.122.1 du code de la propriété intellectuelle. LE MAITRE D'OUVRAGE s'interdit d'utiliser à titre personnel ces plans, études et avant-projets ou de les céder à des tiers à titre gratuit ou onéreux pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord du CONSTRUCTEUR ou du garant. A défaut, il pourra lui être réclamé, à titre d'indemnité, une somme équivalente à 15 % du prix convenu (Article 13).

27 - INTERVENTION DES SOUS-TRAITANTS

Lorsque des travaux prévus au présent contrat sont confiés à des sous-traitants, l'intervention de ces derniers se fait dans le respect des dispositions de la Loi 75-1334 du 13 Décembre 1975.

28 - RESILIATION DU CONTRAT

■ Si la non réalisation d'une ou des conditions suspensives est imputable au MAITRE D'OUVRAGE, le contrat sera réputé résilié aux torts de ce dernier. Conformément à l'article 1178 du Code Civil, LE CONSTRUCTEUR pourra exiger du MAITRE D'OUVRAGE le paiement d'une indemnité forfaitaire égale à 5 % du prix total de la construction, sans préjudice de l'acompte versé à la commande et des sommes exigibles selon les modalités fixées à l'article 16.

■ La résiliation du contrat par LE MAITRE D'OUVRAGE en application de l'article 1794 du Code Civil entraîne l'exigibilité en plus des sommes correspondantes à l'échelonnement des paiements d'une part, et du coût des travaux réalisés au-delà du stade d'avancement facturé d'autre part, d'une indemnité forfaitaire fixée à 10 % du solde du contrat en dédommagement des frais engagés par le constructeur et du bénéfice qu'il aurait pu retirer de la réalisation complète de la construction.

29 - ELECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties font éléction de domicile aux lieux indiqués aux conditions particulières. Les litiges seront portés devant les tribunaux du lieu de réalisation des travaux.

30 - AUTEUR DU PROJET

Si LE CONSTRUCTEUR n'est pas l'auteur du projet, les nom, prénom, adresse et qualité du concepteur qui en assure la responsabilité sont indiqués aux conditions particulières.

31 - MODIFICATIONS

Les plans et notice descriptive acceptés par les parties sont considérés comme définitifs. Toute modification, tant au niveau du plan que de la notice, devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties. Il en sera ainsi, notamment des modifications du projet entraînée par les réserves du permis de construire ou imposées par l'administration ou

Les modalités pour réception sont définies comme suit :

contrat. Elle a pour effet de transférer la garde et les risques de la construction au MAITRE D'OUVRAGE au sens de la Loi du 04/01/1978. Elle est provoquée par LE CONSTRUCTEUR ou le MAITRE D'OUVRAGE et est prononcée contradictoirement ; elle aura lieu, que les travaux dont LE MAITRE D'OUVRAGE s'est réservés l'exécution soient achevés ou non.

■ LE MAITRE D'OUVRAGE reconnaît, dans une mention aux conditions particulières, être informé, à la signature du présent contrat, qu'il pourra se faire assister, pour la réception de l'ouvrage, par un professionnel habilité dans les termes de l'article L.231-2 f) du Code de la Construction et de l'Habitation, les frais éventuels d'intervention de ce professionnel sont à la charge du MAITRE D'OUVRAGE. Préablement à son intervention, le professionnel devra remettre au CONSTRUCTEUR et au MAITRE D'OUVRAGE une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité pour ce type de mission.

■ Dès l'achèvement des travaux prévus au contrat et avant toute occupation, LE CONSTRUCTEUR proposera au MAITRE D'OUVRAGE une date de réception. Dans le cas d'une convocation par lettre recommandée avec avis de réception, un préavis de huit jours minimum devra être respecté.

■ Si LE MAITRE D'OUVRAGE ne se présente pas à cette convocation sauf à justifier d'un cas de force majeure, la notification qui lui a été faite entraîne des pénalités de retard semblables à celles prévues à l'article 17 calculées sur le solde du prix, sans préjudice de la possibilité offerte au CONSTRUCTEUR de faire prononcer la réception judiciairement. 1°) Si LE MAITRE D'OUVRAGE se fait assister par ce professionnel, le solde du prix convenu sera payé à la réception sans réserve, ou lors de la levée des réserves.

2°) Si LE MAITRE D'OUVRAGE ne se fait pas assister par un professionnel, le solde du prix convenu est payé huit jours après la réception sans réserve, ou lors de la levée des réserves. Un procès-verbal de réception est établi en deux exemplaires, l'un pour LE MAITRE D'OUVRAGE et l'autre pour LE CONSTRUCTEUR ; il est signé par les deux parties et contre-signé s'il y a lieu ; par le professionnel dont les nom, prénom, adresse et qualité seront mentionnés au procès-verbal. Dans le cas où des réserves auraient été formulées, une somme au plus égale à 5 % du prix convenu, est consignée par LE MAITRE D'OUVRAGE, jusqu'à la levée de ces réserves, entre les mains d'un consignataire accepté par les deux parties ou à défaut, désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance.

26 - PROPRIÉTÉ DES PLANS

LE CONSTRUCTEUR conserve en toute hypothèse ses droits et notamment l'entière propriété de ses plans, études, avant-projets avec l'exclusivité des droits de

compter de la déclaration du stade d'avancement 75% (achèvement des cloisons et mise hors d'air), une police d'assurance multirisque habitation incluant les options vol et vandalisme.

34 – MEDIATION

Tout litige se rapportant à l'application du présent contrat doit faire l'objet de la part du MAITRE D'OUVRAGE d'une réclamation écrite par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du constructeur.
Si LE MAITRE D'OUVRAGE, personne physique, n'a pas obtenu satisfaction, à la suite de sa demande formulée conformément à la procédure prévue à l'alinéa précédent, il peut recourir à la médiation de la consommation en s'adressant à MEDICYS 73 boulevard de Clichy 75009 PARIS Tél. 01 49 70 15 93 et à sa plate-forme e-médiation www.medicys.fr

les services concessionnaires, ou par des travaux complémentaires dus à des sujétions imprévues. Ces modifications entraînent une nouvelle définition du délai d'exécution des travaux. Tout avenant modifiant les prestations doit être signifié par LE MAITRE D'OUVRAGE à l'organisme délivrant la garantie de livraison, même si cet avenant ne comporte pas de modification du prix convenu. Tout avenant non signifié ne bénéficie pas de la garantie de livraison.

32 – DECLARATION

Relativement au terrain identifié aux conditions particulières, LE MAITRE D'OUVRAGE déclare qu'à sa connaissance, le terrain n'est entaché d'aucun vice.

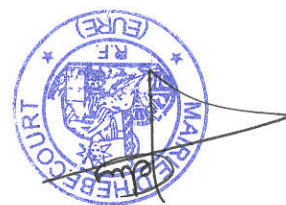
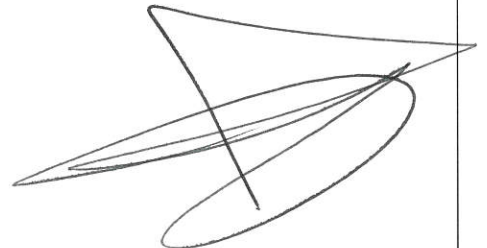
33 – VOL VANDALISME

LE MAITRE D'OUVRAGE s'engage à souscrire pour son compte et à en justifier au CONSTRUCTEUR et ce à

Fait à Héricourt

En ☒ originaux

LE CONSTRUCTEUR
Les Maisons Extraco



LE MAITRE D'OUVRAGE

Le 28/3/14

La signature originale du maître d'ouvrage, et celle de son éventuel cosignataire, doivent figurer sur l'original du contrat et sur chacun des doubles.

6
A.

Annexe au contrat de construction d'une Maison Individuelle



Entre les soussignées :

Maitre d'Ouvrage	<p>Monseigneur Le Maire d'HEBECOURT Agissant solidairement Demeurant à : 4 Place de la Mairie 27150 HEBECOURT Tel : 02 35 55 53 09</p> <p>Mariés <input type="checkbox"/> Pacsés <input type="checkbox"/> Union libre <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/></p>
Constructeur Titulaire NF Maison Individuelle	<p>Société : EXTRACO CREATION Certificat NF n° : 76-02-055 Forme + capital : SAS 150 000 € n° SIREN : 352 122 063 00022 RCS (Ville) : ROUEN Siège social à : 16 Avenue Jean Lagarrigue 76530 LES ESSARTS Tel : 02 35 67 20 76 Représenté par : M. Philippe CHIAPPE ayant tous les pouvoirs à cet effet.</p>

Organisme Certificateur :
4, avenue du Recteur Poincaré
75782 PARIS CEDEX 16
☎ 01.44.96.52.50
☎ 01.44.96.52.59
e-mail : cequami@cequami.fr



Mandaté par :
11 rue Francis de Pressensé
93571 La Plaine Saint Denis Cedex
☎ 01.46.11.37.00
☎ 01.46.11.39.40
e-mail : certification@afnor.org



Par la présente annexe au contrat de construction de maison individuelle signé le 20/03/17, les parties ci-dessus désignées conviennent que :

- La maison individuelle, objet du présent contrat, sera conçue et construite en conformité avec le Référentiel NF 500--01 dans sa version en vigueur à la date des présentes.
- L'attestation de conformité de la maison au Référentiel de la marque NF HABITAT sera délivrée par le constructeur lors de la réception de la maison.
- Le Maître d'ouvrage reconnaît par la présente avoir reçu une documentation sur la marque NF HABITAT, et est informé qu'il peut obtenir le Référentiel de la marque en adressant une demande à CEQUAMI (les coordonnées figurent en page précédente).
- Le Maître d'ouvrage reconnaît être parfaitement informé que, en cas de "travaux non compris dans le prix convenu" figurant dans la notice descriptive du contrat de construction ou faisant l'objet d'un avenant postérieur à sa date de signature, il perd le bénéfice de la marque NF HABITAT pour sa maison et ne pourra en faire grief au constructeur si l'un au moins de ces travaux est incompatible avec l'engagement de conformité NF HABITAT. Le constructeur ne pourra pas alors délivrer d'attestation de conformité de la maison au Référentiel de la marque NF HABITAT.
- En application de l'article 1794 du code civil, la résiliation du contrat de construction par le Maître d'ouvrage en cours de chantier entraîne corrélativement la perte du bénéfice de la marque NF HABITAT.
- Le Constructeur déclare respecter les engagements du Référentiel NF 500, dans sa version en vigueur à la date des présentes.

Le Maître d'ouvrage déclare accepter que CEQUAMI exerce ses missions de surveillance conformément aux dispositions des Règles de certification de la marque NF 500. Ces missions concernent notamment la réalisation d'audits périodiques, la réalisation par sondages de vérifications de chantiers en cours et de dossiers administratifs et techniques, et, enfin, la réalisation d'enquêtes de satisfaction.

Travaux non compris dans le prix convenu

Travaux réservés acceptés sans conditions :
Revetements intérieurs concernant les sols, murs et plafonds (peinture, papiers peints et textiles muraux, faïences, carrelages, moquettes, etc.), à l'exclusion de la fourniture et pose de "carrelages scellés" sur dalle chauffante.

Travaux réservés tolérés sous conditions :
Conformément à l'annexe 1 du Référentiel Qualité de la marque NF 500-01 en vigueur, le constructeur peut éventuellement tolérer d'autres travaux à l'exclusion de tous travaux participant à la stabilité et à la stabilité de la maison. Ces travaux nécessitent la mise en œuvre d'actions spécifiques développées dans le Référentiel Qualité de la marque NF HABITAT.

